

Rapport public d'activité 2003

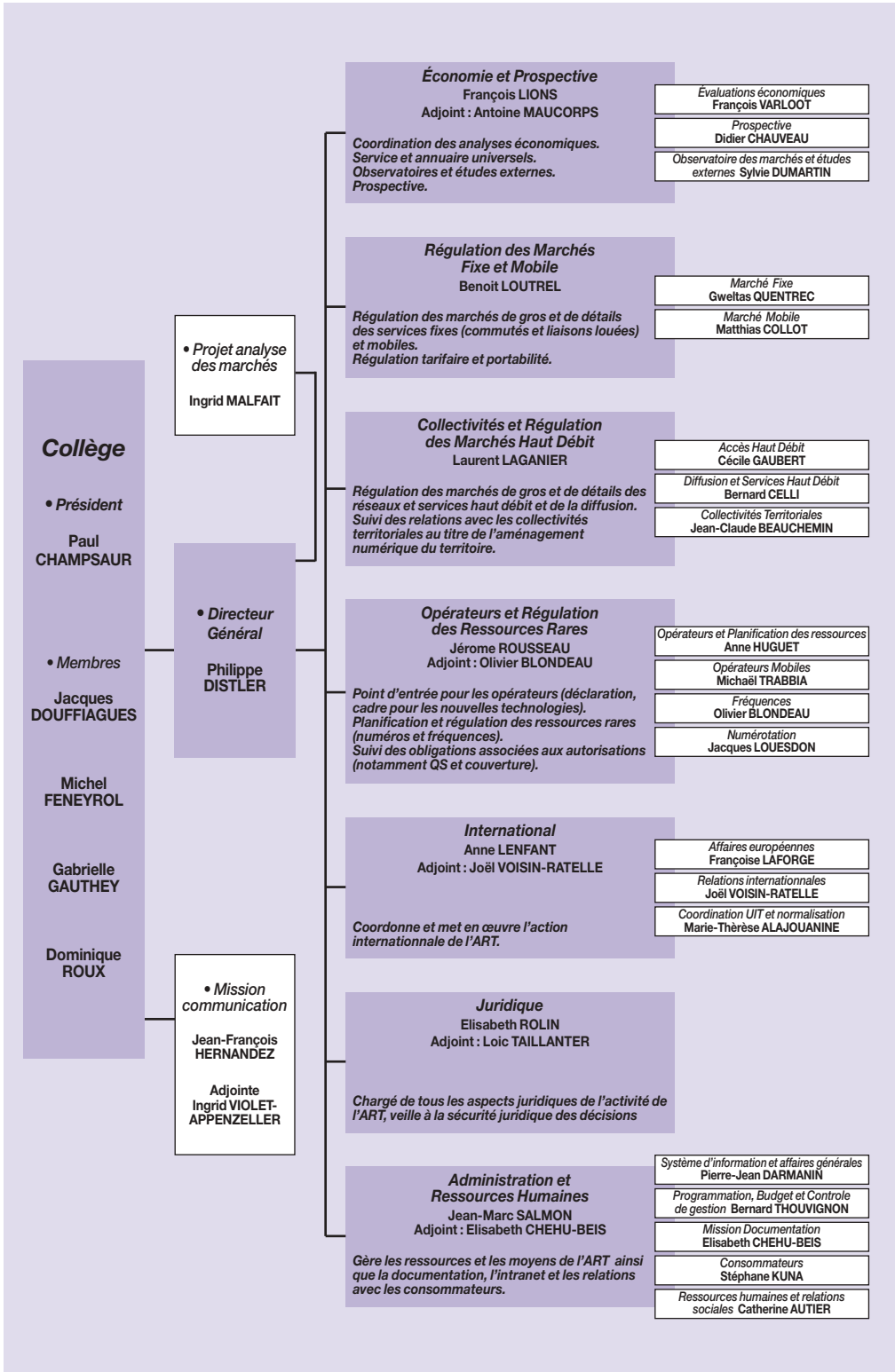


L'article L. 36-14 du code des postes et télécommunications, dans sa rédaction issue de la loi n° 96-659 de réglementation des télécommunications du 26 juillet 1996, dispose que :

« L'Autorité de régulation des télécommunications établit chaque année, avant le 30 juin, un rapport public qui rend compte de son activité et de l'application des dispositions législatives et réglementaires relatives aux télécommunications. Ce rapport est adressé au Gouvernement et au Parlement. Il est adressé également à la Commission supérieure du service public des postes et télécommunications. L'Autorité peut suggérer dans ce rapport toute modification législative ou réglementaire que lui paraissent appeler les évolutions du secteur des télécommunications et le développement de la concurrence ».

C'est en application de ces dispositions que l'ART a établi ce rapport 2003 qui comprend cinq parties. La première dresse un état du marché des communications électroniques en 2003 en donnant les principaux indicateurs qui permettent d'appréhender l'évolution et les grandes tendances du marché depuis 1997. Une comparaison internationale situe le positionnement de la France par rapport aux autres pays de l'Union européenne. La deuxième partie est consacrée au nouveau cadre juridique avec un état du processus de transposition des directives dans les différents Etats membres. Cette partie est également consacrée aux grands chantiers de la régulation. Les attributions de l'ART font l'objet de la troisième partie qui explique les raisonnements et les méthodes qu'utilise le régulateur. La quatrième partie analyse l'activité de l'ART au cours de l'année 2003 et la cinquième recense les moyens de l'ART.







Le Collège de l'Autorité

- Mai 2004 -



Michel
FENEYROL

Paul
CHAMPSAUR

Gabrielle
GAUTHEY

Jacques
DOUFFIAGUES

Dominique
ROUX

Editorial

La modification du cadre législatif et réglementaire pour les communications électroniques aura marqué l'année 2003, première année de la réforme du régime juridique résultant de la transposition des directives européennes dans notre droit national. Ce processus complexe a pris du retard sur le calendrier prévoyant comme date limite le 24 juillet 2003. Une première concrétisation est apparue dès l'été 2003 avec la mise en œuvre d'un régime transitoire permettant d'appliquer certains des grands principes des directives sans attendre leur transcription effective dans notre droit national. Les premiers changements ont concerné en premier lieu la liberté pour tout opérateur de déployer un réseau et de fournir des services au public. Ce passage du régime d'autorisation individuelle à un régime d'autorisation générale assure une plus grande liberté, donc favorise la concurrence au bénéfice des consommateurs, particuliers ou entreprises. L'approbation par le Parlement de la loi du 31 décembre 2003 transposant la directive «service universel» a marqué la seconde concrétisation du changement de l'environnement juridique. La transposition sera complète lorsque seront adoptées par le Parlement la loi sur les communications électroniques et les services de communication audiovisuelle et la loi pour la confiance dans l'économie numérique.

Avec ce nouveau cadre, la régulation franchit une étape en s'adaptant à la situation concurrentielle réellement constatée après l'analyse des différents segments du marché identifiés par la Commission. Cette analyse, commencée en 2003 se poursuivra en 2004. La régulation sectorielle adopte les principes et les méthodes du droit de la concurrence. Ainsi elle sera ainsi plus efficace là où elle doit intervenir, en premier lieu sur les marchés de gros, quitte à s'alléger ailleurs.

Deux événements caractérisent le paysage des services de télécommunications en 2003, année où les nouveaux usages ont pris le pas sur les services traditionnels de téléphonie fixe.

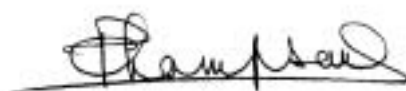
Tout d'abord, le chiffre d'affaires de la téléphonie mobile a dépassé, au cours du quatrième trimestre, celui du fixe qui marque un recul d'ailleurs constaté dans la plupart des pays européens. Le phénomène de substitution du fixe par le mobile s'est amplifié comme le confirme la diminution du parc global de lignes fixes. Moteur de la croissance, le mobile représente désormais un tiers des appels vocaux, contre moins d'un quart

en 2000. Au cours du dernier trimestre la croissance du nombre d'abonnés a repris, ce qui témoigne du dynamisme de ce marché. A cette réserve de progression s'ajoute l'appropriation par le consommateur des nouveaux services multimédia mobiles avec une croissance de 50%, ce qui laisse présager un bon accueil des utilisateurs pour les services UMTS lancés en 2004.

2003 aura aussi été l'année de la confirmation du décollage du haut débit avec plus de 3,5 millions d'abonnés, soit un doublement du nombre d'utilisateurs en un an, dont 3 millions via l'ADSL. Le dégroupage de la boucle locale est aujourd'hui devenu une réalité, la France se retrouvant dans le peloton de tête des pays européens dans ce domaine. Pour le régulateur, il est essentiel que la concurrence en 2004 puisse être préservée comme en 2003 entre les fournisseurs d'accès à Internet sur le marché de détail et entre les opérateurs sur les marchés de gros intermédiaires, notamment grâce au dégroupage. C'est le gage de la multiplication des services et du développement de l'innovation.

Mais la concurrence dans le haut débit ne doit pas être cantonnée aux seules zones urbaines. L'ART s'est fixé comme objectif pour 2004 que la couverture du dégroupage s'étende aux zones moins denses. Elle poursuivra ses efforts dans la lignée des décisions prises en décembre 2003 pour favoriser le dégroupage des petits sites. De même, l'ART accompagnera les collectivités territoriales dans leurs projets pour améliorer la desserte numérique de leur territoire qu'autorise le nouvel article L.1425-1 du code général des collectivités territoriales. L'ART veillera à ce que les initiatives des collectivités territoriales concilient au mieux action publique et concurrence.

La diminution de l'endettement des opérateurs, leur recentrage sur leur cœur de métier, la restauration de leurs marges, et un accès plus aisé aux marchés financiers devraient consolider en 2004 l'embellie observée fin 2003. De son côté, l'ART, en concertation avec les acteurs du marché et en pleine transparence, poursuivra son action en faveur de la concurrence ce qui suppose un espace économique suffisant pour les opérateurs alternatifs. Les consommateurs, entreprises ou particuliers, en bénéficieront car seul l'aiguillon de la concurrence permet d'améliorer les performances des opérateurs pour satisfaire les besoins des clients.



Paul Champsaur

Avis et décisions

I. LE TRAVAIL DE L'ART

L'ART a des missions à remplir fixées par le législateur. Elle doit :

- favoriser “ l'exercice au bénéfice des utilisateurs d'une concurrence effective et loyale “. La concurrence n'est pas une fin en soi ; elle a pour objectif de fournir aux consommateurs une meilleure qualité de service à de meilleurs prix ;
- veiller “à la fourniture et au financement de l'ensemble des composantes du service public des télécommunications “, dont la loi a réaffirmé le principe dans un environnement concurrentiel. La concurrence doit être compatible avec l'égal accès de tous au service téléphonique. La loi du 31 décembre 2003 qui a transposé la directive “ service universel “ du 7 mars 2002, stipule que l'ART “ *détermine les principes et les méthodes élaborés dans les conditions prévues à l'article L.35-3 du code des postes et des télécommunications, les montants des contributions au financement des obligations de service universel et assure la surveillance des mécanismes de financement* “. Par ailleurs, la désignation de l'opérateur ou des opérateurs en charge du service universel, se fait désormais sur appel à candidatures ;
- veiller “ au développement de l'emploi, de l'innovation et de la compétitivité dans le secteur des télécommunications “. La concurrence ne vaut que si elle est un facteur de développement du marché ;
- Prendre en compte “ l'intérêt des territoires et des utilisateurs dans l'accès aux services et aux équipements “.

Pour remplir ses missions, l'ART dispose d'un certain nombre d'attributions. Son action se traduit par l'adoption d'avis et de décisions. C'est ainsi que par exemple, l'ART est consultée sur les projets de loi, de décret ou de règlement relatifs au secteur des télécommunications et participe à leur

mise en œuvre¹. Elle est sollicitée pour avis par le Conseil de la concurrence dans le cadre de saisines portant sur le secteur. Jusqu'en juillet 2003, l'ART était chargé d'instruire, pour le compte du ministre chargé des télécommunications, les demandes de licence². Le régulateur doit aussi désigner les opérateurs exerçant une influence significative sur leur marché. L'ART approuve le catalogue d'interconnexion et l'offre de dégroupage de France Télécom. Dans le cadre de la régulation du marché, l'ART émet des avis sur les décisions tarifaires que lui transmet France Télécom³. Une activité essentielle du régulateur, qui donne lieu à décision, consiste à accorder des ressources aux opérateurs, que ce soit en numérotation ou en fréquences. Par ailleurs, l'ART est chargé de régler les différends dont elle est saisie, en matière d'accès et d'interconnexion.

II. LES CHIFFRES EN 2003

En 2003, l'ART a adopté 1340 avis et décisions

	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003
Avis et décisions de l'ART	458	1047	1159	1365	1299	1200	1340

III. RÉPARTITION DES AVIS ET DÉCISIONS

Les lignes directrices

l'ART a adopté:

- 1 décision portant sur des lignes directrices concernant l'expérimentation de réseaux ouverts au public utilisant la technologie RLAN (réseaux radio locaux WiFi)

Les avis

L'ART a rendu 101 avis répartis comme suit :

- 11 avis sur les projets de textes législatifs ou réglementaires ;
- 85 avis sur les décisions tarifaires de France Télécom ;
- 5 avis au Conseil de la concurrence ;

Les décisions relevant des compétences partagées de l'ART

L'ART a adopté 51 décisions relevant des compétences partagées avec le ministre chargé des télécommunications. Celles-ci peuvent être classées ainsi :

- 44 décisions relatives à l'instruction, à la modification ou à l'abrogation des licences d'établissement et d'exploitation de réseau ouvert au public ou de fourniture de service téléphonique ;

¹ article L 36-5 du code des postes et télécommunications

² article L 36-7 1° du code des postes et télécommunications

³ article L 36-7 5° du code des postes et télécommunications

- 4 décisions portant sur l'évaluation du coût du service universel ;
- 3 décisions soumises à homologation du ministre.

Les décisions relevant des compétences propres de l'ART

L'ART a adopté 1 169 décisions relevant de ses compétences propres dont :

- 20 décisions de portée générale, classées selon leur champ d'application :
 - 1 décision relative à la numérotation ;
 - 16 décisions relatives aux ressources en fréquences ;
 - 3 décisions relatives à l'organisation et au fonctionnement de l'ART ;
- 1 149 décisions individuelles, classées selon leur champ d'application :
 - 12 décisions relatives à l'interconnexion et à l'accès aux réseaux ;
 - 2 décisions relatives aux comptes de France Télécom ;
 - 1 décision établissant la liste des opérateurs exerçant une influence significative sur un marché de télécommunications ;
 - 19 décisions relatives à des règlements de différends (dont 9 concernant les délais d'instruction)
 - 177 décisions relatives aux ressources en numérotation ;
 - 503 décisions relatives aux ressources en fréquences, dont 405 intéressant les réseaux ouverts au public ;
 - 435 décisions relatives à l'autorisation de réseaux indépendants (y compris les décisions attribuant des fréquences simultanément à l'autorisation) ;

En 2003, 18 avis et décisions ont fait l'objet d'une annulation.

